

Les crédits

[Français]

Mme Nicole Roy-Arcelin (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, on parle beaucoup des jeunes depuis ce matin. Nous sommes tous conscients que les jeunes vivent des problèmes extrêmement graves dans cette société. Et je dis bien «société», parce que nous avons affaire à une responsabilité de toute la société, des trois paliers de gouvernement, du secteur privé, et aussi des syndicats, parce que dans cette société, les valeurs ont changé. Les familles sont de plus en plus divisées. Nos jeunes sont démotivés, en quelque sorte, mais malgré tout, le gouvernement a quand même lancé des programmes fort intéressants pour ces jeunes. Nous comprenons aussi que les députés d'en face exigent que l'on mette l'accent sur des programmes améliorés, dirigés vers les finissants du secondaire.

• (1220)

Mais, monsieur le Président, j'aimerais demander à l'honorable député de Windsor—Sainte-Claire s'il pourrait nous expliquer la raison pour laquelle le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario a décidé d'abolir le programme de bourses aux méritants appelé *Ontario Scholars*. Ces bourses, destinées aux jeunes de la 13^e année qui maintenaient une moyenne de 80 p. 100 ne coûtaient, au fond, que 2 millions de dollars.

Alors, j'aimerais savoir, étant donné quand même la responsabilité des gouvernements provinciaux, qu'est-ce qu'il pense de tout ceci?

[Traduction]

M. McCurdy: Monsieur le Président, pour répondre simplement, cela ne me plaît pas. J'essaie de comprendre et, si on destinait plutôt les fonds à un programme d'enseignement, j'espérerais que ce soit peut-être profitable pour les étudiants à faible revenu, par exemple, qui ont obtenu d'assez bonnes notes, mais d'après ce que je sais, cela ne me plaît guère.

Si je me préoccupe de l'enseignement, ce n'est pas parce que je suis néo-démocrate au lieu d'être progressiste conservateur, mais bien parce que j'ai la ferme conviction que l'enseignement et la connaissance sont essentiels à notre économie et aux chances de réussite. Ils sont essentiels pour atteindre un niveau raisonnable de scolarisation.

Je voudrais demander à la députée, qui m'a posé une question dans son préambule en me citant les merveilleux programmes que le gouvernement a mis sur pied, de m'en mentionner un. Elle parle peut-être du programme

Expérience de travail que le gouvernement a adopté en s'inspirant d'un document du Nouveau Parti démocratique. C'en est un auquel je pense.

Je ne connais aucune initiative en matière d'enseignement qu'on puisse citer avec autant de précision—oh, elle parle peut-être des bourses destinées aux étudiants en sciences, sauf qu'elles ne sont pas accordées uniquement à ces étudiants, mais c'était tout de même une bonne initiative. Je le dis clairement: ce n'est pas assez. Il ne devrait y avoir au Canada aucune priorité plus élevée que l'enseignement et la formation des Canadiens de même que l'élimination de l'analphabétisme. C'est sur cela que repose la survie économique de notre pays.

Je suis donc d'accord avec cela et n'y vois aucun mobile partisan. Je souhaiterais que nous puissions laisser de côté nos allégeances politiques et examiner cette question en faisant preuve de bon sens. En fait, dans le débat où nous sommes actuellement engagés, la seule question logique est de savoir comment nous allons donner du travail aux jeunes qui n'ont pas d'emplois cet été et ce que le gouvernement devrait faire à cet égard.

Le gouvernement devrait remettre dans le programme Défi l'argent qu'il lui a retranché.

[Français]

M. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Monsieur le Président, j'écoute avec un grand intérêt ce que mon collègue de Windsor—Sainte-Claire mentionne, mais tout cela revient à dire quoi? Est-ce seulement pour faire un long discours, une bataille qui n'a aucun sens car il sait vraiment que le gouvernement actuel donne des crédits de TPS justement pour aider toutes les familles. Il y a tout près de 9 millions de personnes qui reçoivent des crédits de TPS. Cela sert à payer les livres, les coupes de cheveux, c'est pour payer un peu de tout et ils en reçoivent beaucoup.

Est-ce que mon collègue peut réellement, sans faire un discours de 30 minutes, me donner son impression sur cela?

M. McCurdy: Monsieur le Président, il m'est très difficile de décrire une seule chose qui ait été effectuée par ce gouvernement pour aider le peuple, particulièrement le peuple démuné du Canada. Ce gouvernement a causé la division de notre pays, il a créé une récession, ce gouvernement a placé la ville de Windsor dans une situation très critique.

Il est irresponsable pour ce député de se lever dans cette Chambre et de déclarer que ce gouvernement agit en faveur du peuple canadien. C'est une déclaration inacceptable parce que c'est faux.